

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2017

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Une conjoncture moins favorable

L'activité économique affiche de nouveau des résultats contrastés au deuxième trimestre 2017, malgré la bonne orientation du marché du travail, en situation de plein-emploi.

Ainsi, la consommation des ménages montre quelques signes de fragilité ce trimestre, ce qu'illustre la diminution des importations de biens de consommation. Néanmoins les crédits octroyés aux ménages, bien qu'en repli sur trois mois, continuent de s'élever à un niveau supérieur à leur moyenne de longue période.

Du côté des entreprises, la diminution de l'encours des crédits d'investissement confirme les difficultés persistantes qu'éprouvent ces dernières à investir.

L'indice des prix à la consommation se stabilise au 30 juin, après quatre trimestres de croissance. En revanche, les prix enregistrent une progression soutenue en glissement annuel.

Les échanges commerciaux affichent des évolutions contraires : alors que les importations diminuent en dépit d'une hausse des importations de combustibles, les exportations progressent, portées par les produits de la mer.

Au niveau sectoriel, la fréquentation touristique s'inscrit en baisse, malgré la hausse de nombre de touristes américains. L'activité halieutique, quant à elle, voit les prises de la pêche artisanale et industrielle reculer.

BONNE ORIENTATION DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE

Le produit intérieur brut (PIB) canadien poursuit sa progression au deuxième trimestre 2017 (+1,1 % sur trois mois, après +0,9 % au 31 mars). Cet accroissement est notamment attribuable aux dépenses des ménages en biens (+1,9 %). Les exportations ont également progressé sur le trimestre (+2,3 %), portées par l'augmentation des exportations de produits énergétiques (+9,2 %). En revanche, la formation brute de capital fixe voit son rythme de croissance ralentir (+0,5 % contre +2,9 % au trimestre précédent), en raison de la diminution de l'investissement dans le logement (-1,2 %). En glissement annuel, le PIB enregistre une augmentation de 3,7 %.

L'indice des prix à la consommation (IPC) a progressé de 1,0 % au mois de juin, sur un an, conséquence de la hausse de sept des huit composantes de l'indice. Cette évolution s'explique en partie par l'augmentation des prix des logements (+1,6 %), ainsi qu'à l'accroissement des prix des loisirs et de la formation (+2,6 %). Seuls les prix de l'habillement s'inscrivent en baisse (-1,7 %). Par ailleurs, les prix des transports enregistrent un net ralentissement (+0,6 % après +4,6 % en mars, sur un an), principalement en raison du recul du prix de l'essence (-1,4 %). Au niveau régional, l'ensemble des provinces atlantiques voit leurs prix à la consommation augmenter. Cette évolution est plus importante dans les provinces du Nouveau-Brunswick (+2,0 %) et de Terre-Neuve-et-Labrador (+1,5 %) qu'en Nouvelle-Écosse (+0,5 %).

Le taux de chômage¹ canadien s'établit à 6,5 % en juin, en baisse de 0,3 point sur un an. Celui-ci est particulièrement élevé dans les provinces de Terre-Neuve-et-Labrador (14,9 %) et de l'Île-du-Prince-Édouard (10,2 %). À l'inverse, la province du Québec enregistre un taux de chômage (6,0 %) en deçà de la moyenne nationale. Par ailleurs, l'**emploi** poursuit sa progression (+1,9 %, après +1,5 % au 31 mars 2017). Cette augmentation a été plus marquée dans les provinces de l'Île-du-Prince-Édouard (+4,5 %) et de Québec (+3,0 %), tandis qu'un net repli est observé dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador (-5,0 %).

¹ Les données relatives au marché de l'emploi canadien sont désaisonnalisées par Statistique Canada

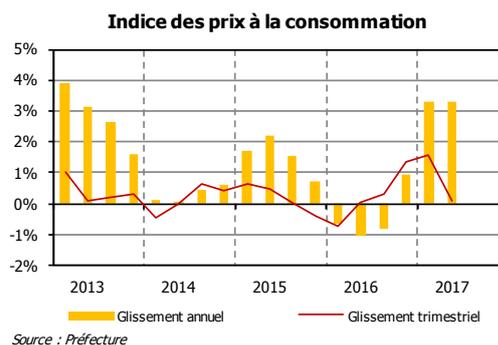
Source : Statistique Canada

Stabilité des prix à la consommation sur le trimestre

Après quatre trimestres de hausse, les prix à la consommation marquent le pas au cours des trois derniers mois (+0,1 %).

Cette évolution est notamment attribuable au maintien des prix de l'énergie (+0,0 %), alors que ces derniers s'inscrivaient en hausse au trimestre précédent (+3,2 %). Les autres composantes de l'indice enregistrent également un net ralentissement. Les prix des produits alimentaires (+0,4 % après +1,8 %) et des services (+0,2 % après +1,9 %) progressent peu, tandis que les prix des produits manufacturés s'inscrivent désormais en baisse (-0,2 % après +1,2 %).

En glissement annuel, les prix à la consommation progressent, à un rythme identique à celui observé au trimestre précédent (+3,3 %). L'ensemble des composantes de l'indice s'inscrit en hausse, cependant cette évolution est plus marquée pour les prix de l'énergie (+12,2 %) et les produits manufacturés (+4,0 %).



Le marché du travail affiche de très bons résultats

En juin 2017, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie A s'établit à 91 personnes contre 134 à la même période en 2016 (-32,1 %). Par ailleurs, le nombre de DEFM toutes catégories confondues s'élève à 271 personnes, soit une diminution de 17,9 % sur un an.

L'indicateur de chômage¹ de l'archipel s'établit à 2,9 %, en baisse de 1,3 point au cours des douze derniers mois. Ce niveau situe l'archipel dans une situation favorable de plein-emploi au 30 juin 2017.

La consommation des ménages montre des signes de ralentissement

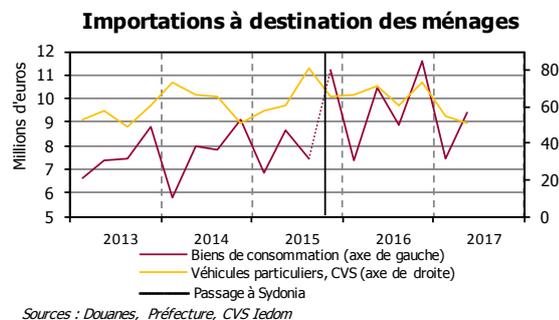
Après plusieurs trimestres de dynamisme, la consommation des ménages décroît ce trimestre, marquée notamment par la baisse des importations de biens de consommation.

En effet, les importations à destination des ménages reculent sur un an (-10,1 %), pour s'établir à 9,4 millions d'euros. Cette diminution s'explique par le repli combiné des importations de biens alimentaires (-8,5 %) et de biens durables (-26,4 %).

Les ventes de véhicules de tourisme diminuent également, pour le deuxième trimestre consécutif, que ce soit sur les trois derniers mois (-6,1 %, CVS, après -22,1 % CVS), ou en glissement annuel (-28,1 %, CVS après -18,3 %, CVS).

Enfin, les crédits à la consommation enregistrent une nouvelle baisse sur le trimestre (-0,4 % après -0,3 %), mais progressent sur douze mois (+1,8 % après +0,5 %). Avec 18,1 millions d'euros d'encours au 30 juin 2017, les crédits à la consommation demeurent supérieurs à leur moyenne de longue période.

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages demeurent quant à eux bien orientés. Aucun incident par chèque ni de carte bancaire n'a été enregistré ce trimestre, tandis que le nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire demeure stable.



Les difficultés des entreprises à investir persistent

L'investissement des entreprises s'inscrit de nouveau en baisse au 30 juin 2017, confirmant la tendance observée depuis plusieurs trimestres.

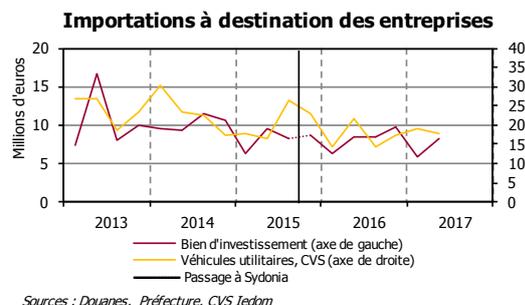
Les importations à destination des entreprises diminuent sur un an pour le deuxième trimestre consécutif (-1,8 % après -5,7 %), pour s'établir à 8,2 millions d'euros. Cette évolution est exclusivement attribuable au recul des biens d'équipement (-5,0 %), puisqu'à l'inverse les importations de biens intermédiaires progressent sur un an (+2,1 %).

¹ L'indicateur de chômage de l'archipel est calculé sur la base du ratio « inscrits à Pôle emploi en catégories A/population active au dernier recensement (2014) ».

Après une hausse en début d'année (+9,5 %, CVS), les ventes de véhicules utilitaires repartent à la baisse sur trois mois (-6,8 %, CVS). Ce repli est également observable en glissement annuel (-19,0 %, CVS)².

Par ailleurs, l'encours des crédits d'investissement aux entreprises s'est réduit de 4,5 % sur le trimestre et de 11,9 % sur douze mois. Cependant, ce dernier demeure à un niveau élevé sur longue période, supérieur à 30 millions d'euros.

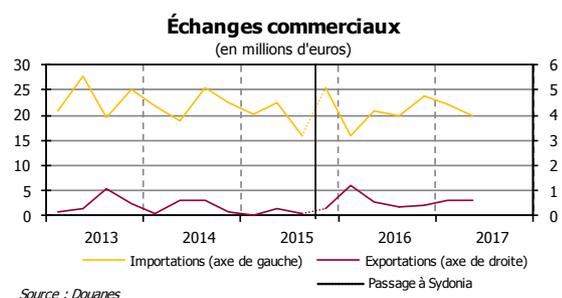
Enfin, le taux de créances douteuses nettes des crédits aux entreprises augmente sur le trimestre (+3,1 points), pour s'établir à 5,2 %.



Évolutions contrastées des échanges commerciaux

Les importations de l'archipel s'élèvent à 19,9 millions d'euros au 30 juin 2017, en baisse sur un an (-4,5 %). Cette évolution est principalement attribuable au recul des importations de biens de consommation (-10,1 %). Dans une moindre mesure, les biens d'investissement diminuent également (-1,8 %). En revanche, les importations de combustibles s'inscrivent en hausse sur l'année (+13,3 %).

Par ailleurs, les exportations s'accroissent (+7,2 % sur les douze derniers mois), pour s'établir à 0,6 million d'euros. Cette évolution est principalement attribuable à l'augmentation des exportations de produits de la mer (+1,2 %), qui représentent près de 80 % des exportations totales.



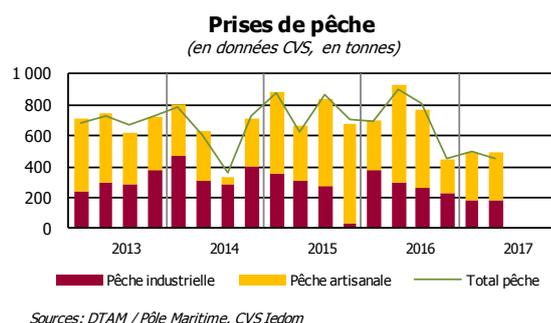
LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Repli de l'activité halieutique

Le secteur de la pêche enregistre une diminution des volumes prélevés sur le trimestre, qui s'explique par la baisse des prises de pêche artisanale (-1,5 %, CVS). À l'inverse, la pêche industrielle s'inscrit en hausse (+1,3 %, CVS).

L'activité totalise 345 tonnes de prises au cours des trois derniers mois, composées principalement de poissons plats (231 tonnes).

En glissement annuel, le recul de l'activité halieutique est marqué (-49,5 %, CVS), en raison de la diminution combinée des prises de la pêche artisanale (-50,7 %, CVS) et de la pêche industrielle (-40,2 %, CVS). Cette évolution est cependant partiellement attribuable aux difficultés liées à l'attribution des quotas entre la France et le Canada, qui ont retardé d'un mois l'ouverture de la campagne de pêche.



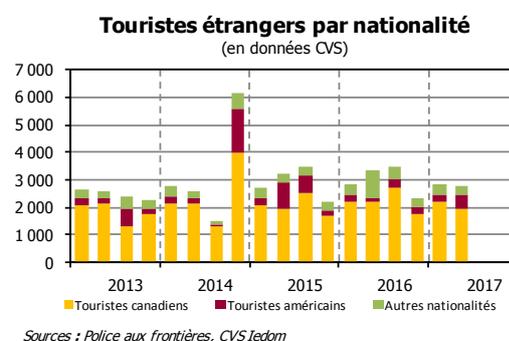
Baisse de la fréquentation touristique

Le trafic total s'inscrit en baisse sur le trimestre (-5,7 %, CVS), en raison de la diminution du nombre de passagers entrant sur l'archipel par voie maritime³ (-7,8 %, CVS) et par voie aérienne (-3,0 %, CVS).

En glissement annuel, le trafic total fait état d'un repli marqué (-11,7 %, CVS), qui s'explique principalement par une forte baisse du trafic maritime³ (-18,9 %, CVS), accompagné dans ce sens par une diminution du trafic aérien (-3,9 %, CVS).

La diminution du trafic total traduit notamment une baisse de la fréquentation touristique (-5,2 % sur trois mois), après une hausse de 25,4 % (CVS), enregistrée au trimestre précédent. Cette évolution est attribuable au recul combiné du nombre de touristes canadiens (-11,2 %, CVS) et d'autres nationalités (-7,7 %, CVS). À l'inverse, le nombre de touristes américains s'accroît nettement (+72,6 %, CVS).

Sur un an, la fréquentation touristique diminue également (-15,4 %, CVS), en raison du repli du nombre de touristes canadiens (-11,7 %, CVS) et d'autres nationalités (-65,0 %, CVS). En revanche, le nombre de touristes américains a plus que quadruplé sur l'année.



² Ces variations doivent être interprétées avec précaution, compte tenu du faible nombre de véhicules étudiés.

³ Le recul du trafic maritime s'explique en partie par les travaux de maintenance effectués sur le navire de transport de passagers au cours du mois de juin.

CONSOLIDATION DES PERSPECTIVES DE CROISSANCE MONDIALE

Le Fonds monétaire international (FMI) a maintenu en juillet ses perspectives de croissance mondiale à +3,5 % en 2017 puis +3,6 % en 2018, confirmant l'affermissement de la reprise. Le redressement de l'activité s'est révélé plus dynamique que prévu dans plusieurs grandes économies avancées et émergentes avec une accélération de la reprise au deuxième trimestre. Toutefois, la conjoncture a été moins favorable qu'attendu aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Aux États-Unis, le FMI a abaissé ses prévisions de croissance en 2017 et 2018 de respectivement 0,2 point et 0,4 point, principalement en raison des incertitudes portant sur la nature et l'horizon temporel des mesures de relance budgétaire. Celles-ci pouvant s'avérer moins expansionnistes qu'annoncé, le FMI envisage désormais une croissance de +2,1 % pour les deux années à venir.

Dans la zone euro, la demande intérieure a été vigoureuse sur le premier trimestre et l'activité a rebondi au-delà des performances prévues. Le FMI table ainsi sur une croissance du PIB à 1,9 % en 2017 (+0,2 point).

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,5 % au deuxième trimestre 2017 pour la troisième fois consécutive. L'investissement ralentit après un sursaut au premier trimestre (+0,5 % après +1,4 %), tandis que la consommation des ménages s'accélère légèrement (+0,3 % après +0,1 %). En parallèle, le solde extérieur contribue positivement à la croissance grâce au rebond des exportations (+3,1 % après -0,7 %) et à la stabilisation des importations (+0,2 %). Le FMI a légèrement redressé sa prévision de croissance 2017 à 1,5 % (+0,1 point).

Au Japon, la consommation, l'investissement et les exportations ont progressé plus rapidement qu'anticipé le trimestre dernier, portant la prévision de croissance du FMI à 1,3 % sur l'année (+0,1 point).

Les pays émergents pourraient enregistrer une croissance globale de +4,6 % en 2017, tirée par les pays exportateurs de matières premières, dont les cours remontent. Le FMI a relevé sa prévision pour la Chine à +6,7 % (+0,1 point), en lien avec un niveau d'activité plus solide qu'attendu au premier trimestre et des réformes favorables à l'offre (politique budgétaire expansionniste, augmentation des dépenses d'infrastructures).

Au Brésil, après un premier trimestre bien orienté, le FMI a réévalué à +0,3 % la croissance du PIB en 2017 (+0,1 point). En Russie, le FMI confirme la sortie de récession avec une croissance de +1,4 % en 2017 (après -0,2 % en 2016), en lien avec un regain de confiance des agents économiques et l'assouplissement des conditions financières.

Sources : FMI, INSEE – données arrêtées à la date du 28 juillet 2017

AVERTISSEMENT MÉTHODOLOGIQUE

Les douanes et le Pôle Emploi de Saint-Pierre-et-Miquelon ont récemment modifié leur champ d'études, ce qui nécessite des changements dans le traitement statistique réalisé par l'IEDOM.

▪ Traitement statistique des données douanières

Depuis le 1^{er} octobre 2015, les services douaniers de Saint-Pierre-et-Miquelon ont opéré un changement dans le processus des déclarations douanières, par la mise en service du portail internet Sydonia. La collecte d'informations sur le commerce extérieur s'est améliorée, grâce notamment à une meilleure prise en compte des exportations.

Le changement dans la nature des données, même d'ampleur limitée, implique néanmoins une modification dans le traitement statistique des données et ne permet plus actuellement de les corriger des variations saisonnières. Les analyses se concentreront sur les évolutions annuelles pour neutraliser les effets de la saisonnalité.

Par ailleurs, à l'occasion du changement de nomenclature douanière, de nouvelles catégories de biens ont été identifiées, offrant ainsi une analyse plus détaillée de l'économie de l'archipel : **les biens à destination des ménages** (biens alimentaires, non alimentaires et de consommation durable) et **les biens à destination des entreprises** (biens de production et biens intermédiaires).

▪ Traitement statistique des données du marché de l'emploi

Depuis la fin d'année 2015, l'agence Pôle Emploi de l'archipel analyse le marché du travail sous l'angle principal des DEFM de catégorie A (sans-emploi), afin de s'aligner sur le traitement statistique réalisé en métropole. Par conséquent, seule cette catégorie sera désormais retenue dans le calcul de l'indicateur du chômage.

[Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr.](http://www.iedom.fr)

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. MARION – Responsable de la rédaction : A. PÈRE

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : septembre 2017 – Dépôt légal : septembre 2017 – ISSN 1952-9619